Discours de Monsieur Alioune Ndiaye,
Coordonnateur du Comité Sénégalais des Droits de l'Homme,
Genève, 11 juin 2009

Je ne saurais commencer mon intervention, sans rappeler que 5 mois après
sa brillante prestation devant cette auguste assemblée, la délégation sénégalaise
vient de s'illustrer par une déclaration liminaire qui rassure.

Ce n'est point surprenant.

D'une part le Sénégal s'est toujours signalé dans le combat de la promotion et
de la protection des droits de l'homme, ce qui lui a permis de bénéficier, encore une
fois, de la confiance de la communauté internationale par sa réélection au
Conseil des Droits de l'Homme.

D'autre part, le processus de l'EPU, a été mené sous la houlette du Garde
des sceaux, ministre de justice avec un esprit de dialogue et de concertation qu'il faut
saluer. Je note avec beaucoup de satisfaction, les réponses adéquates qu'il a bien
voulu apporter aux doléances du comité sénégalais des droits de l'homme, l'une
des plus anciennes institution nationale des droits de l'homme.

C'est pourquoi, c'est une satisfaction pour le Comité Sénégalais des Droits de
l'Homme, de constater encore une fois que la Communauté internationale est
consciente, des efforts du Gouvernement sénégalais, de faire de la promotion et de
la protection des droits de l'Homme, une réalité.

Cette marque de confiance au Sénégal est le résultat du climat de confiance
et de respect mutuel, du dialogue franc et sincère que les autorités ont su établir
aussi bien avec l'institution nationale qu'avec tous les acteurs de la société civile.

Aussi, je tenais à saluer ici le rôle important joué par la Société Civile
sénégalaise dans le processus de l'EPU. Cela démontre de leur part, une maturité et
un esprit de responsabilité dont le seul souci est l'effectivité de la reconnaissance et
de la jouissance des droits des personnes.
J'exhorte les autorités sénégalaises à continuer le partenariat avec la Société Civile et a être encore plus vigilant car le combat pour les droits de l'homme est perpétuel. Le Sénégal est reconnu comme un État de droit respectueux des droits de l'homme et donc il est heureux de constater qu'il a pris en considération toutes les recommandations qui lui ont été adressées et a promis de diligenter leur mise en œuvre.

Le Comité est disposé à accompagner le gouvernement dans cette mission.

Le CSDH sait compter sur le ministre d'État maître Madicke Niang, pour apporter un soutien plus accru à l'Institution Nationale en moyens financiers, matériels et financiers. De par sa composition pluraliste et ses représentations dans toutes les régions du pays, le comité s'avère être un partenaire privilégié des autorités.